

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

JEUDI 24 JANVIER 1980 - No 15 (Nouvelle série)

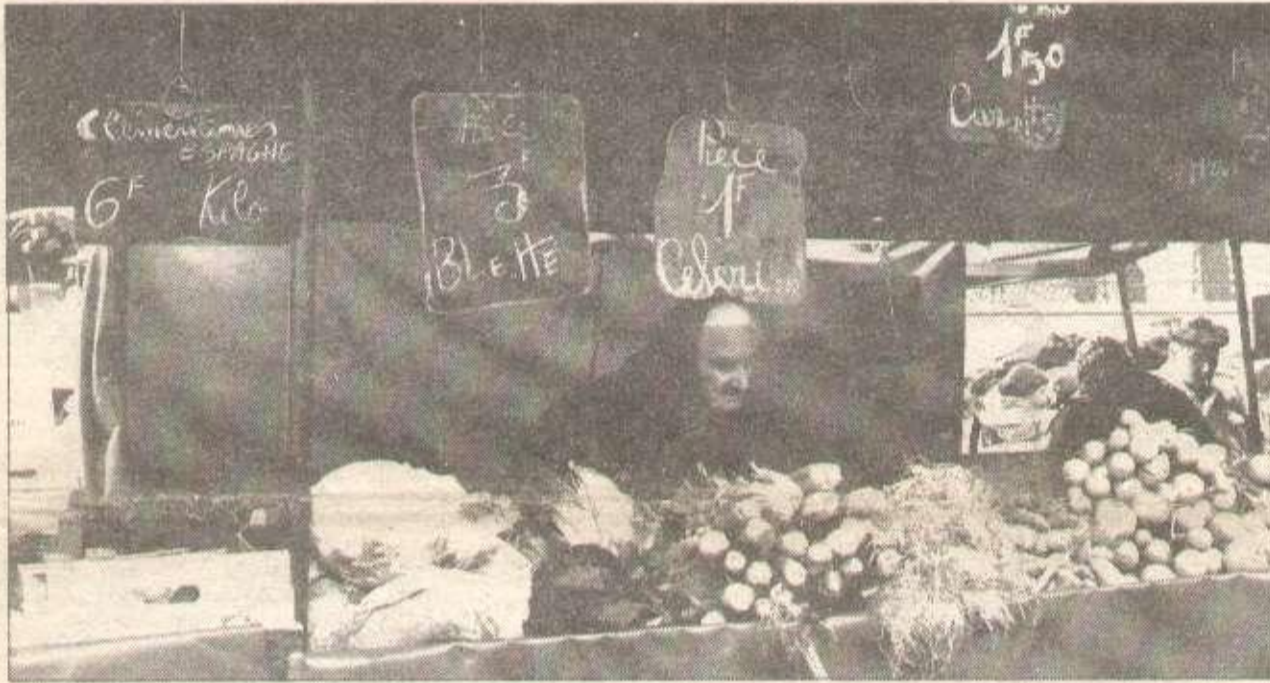
Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

Selon les chiffres officiels

1979 HAUSSES DES PRIX : + de 11,5%



Dès janvier 1979, Monory annonçait la poursuite de son action en vue de démanteler la réglementation des prix et des marges commerciales. Grâce à la concurrence, cela ne devait pas, selon lui, entraîner de hausses accrues des prix. Jugeons-en ! C'est de plus de 11,5 % que les prix ont augmenté en 1979 alors que cette hausse avait atteint 9,7 % en 1978.

Le gouvernement s'en prend, pour expliquer cette hausse, à l'élévation du coût du pétrole qui constituerait l'obstacle principal à une limitation de la hausse du coût de la vie. Pourtant, les hausses pétrolières sont à l'origine d'une élévation supplémentaire du coût de la vie au maximum de 2 % en 1979. Il reste les 9,5 % autres à expliquer, c'est-à-dire l'essentiel !

Un exemple intéressant et significatif : celui du pain. En un an, dans le cadre de la libération de son prix, celui-ci a augmenté de 22 % en un an. Et il représente une part d'autant plus importante que le revenu est plus bas, ce sont donc les bas salaires qui subissent de façon plus importante cette hausse.

Par ailleurs, les tarifs publics ont subi une très forte hausse (+ 14,6 % en 1979) : électricité, gaz, charbon, SNCF, RATP ont vu leurs prix monter en flèche. L'été dernier, la suppression du plafonnement des loyers pour les logements construits depuis 1948 a entraîné là encore une montée des prix très importante. Notons encore pour les élévations de prix les plus fortes : + 16,3 % pour les transports publics ; + 13,7 % pour les articles d'équipement de ménage... Ainsi, c'est à une baisse du pouvoir d'achat de la classe ouvrière à laquelle on a assisté en 1979.

Mais par contre, certains tirent bénéfice de la crise. Ainsi, en 1979, les profits des entreprises ont nettement progressé et les compagnies pétrolières ont vu leurs bénéfices se gonfler sensiblement.

Retour précipité de Chaban-Delmas d'URSS

Lire page 3

Rapport Hannoun : les cadeaux de Barre aux patrons

Lire page 8

Comité Central du PCF à Ivry : mais... et l'Afghanistan ?

Lire en page 4

SAKHAROV ARRETE !



Sakharov, en mai 1978, n'a pas pu entrer dans la salle du tribunal où se tenait le procès de Youri Orlov.

Les dissidents soviétiques appellent au boycott des J.O. de Moscou

Lire en page 6

Manifestation mercredi 23 devant l'ambassade soviétique à 18 heures

Le PCML et le PCRml s'associent à cette initiative.

Andrei Sakharov, prix Nobel de physique et académicien aurait été arrêté hier à Moscou et déporté dans la ville de Gorki à 40 km de la capitale, ville interdite aux étrangers.

Cette arrestation prend une signification particulière dans le contexte de l'agression soviétique contre l'Afghanistan et des menaces qu'elle fait peser sur la paix. Elle intervient au moment où les Jeux Olympiques de Moscou, dans la dernière phase de leur préparation, sont sérieusement compromis par les menaces de boycott. Elle est importante et grave du fait de la personnalité de Sakharov, un des opposants les plus connus à la politique de Brejnev.

L'arrestation de Sakharov et son assignation à résidence marque un renforcement de la répression à l'intérieur de l'URSS. Cet opposant au régime de Brejnev jouissait d'une notoriété mondiale, non seulement du fait de ses travaux scientifiques mais surtout de sa dénonciation de la course aux armements en Union soviétique et de sa lutte contre la répression.

Il était considéré comme un des plus grands physiciens soviétiques. Il avait travaillé à la mise au point de la bombe H. En 1953, il sera élu à l'académie des sciences à 32 ans. Ses initiatives n'en auront que plus de poids par la suite. Dès les années 1960, il se prononce pour une limitation de la course aux armements et s'oppose à la reprise des expériences nucléaires par l'URSS.

En 1968, il dénonce l'invasion de la Tchécoslovaquie. En 1970, il fonde le comité pour la défense des droits de l'homme. En 1975, il reçoit le prix Nobel. C'est sa femme qui ira le chercher, on lui avait refusé le visa de sortie.

Il soutient la lutte des minorités nationales opprimées à l'intérieur de l'URSS. En 1979, à l'occasion du voyage de Giscard, il dépose une lettre à l'ambassade de France pour attirer l'attention sur le sort des Tatars de Crimée.

En 1977, il écrit à Brejnev pour lui demander de rouvrir le dossier des trois Arméniens condamnés et exécutés à la suite de l'attentat commis dans le métro de Moscou. « Je pense que c'est le KGB qui est à l'origine de l'attentat », avait-il alors déclaré.

Sakharov faisait partie du groupe de surveillance des accords d'Helsinki. Ce groupe avait écrit le 26 juin 1978 à Lord Killanin, président du CIO pour attirer son attention sur le cas de prisonniers politiques. Il dénonçait les arrestations liées à la préparation des Jeux Olympiques. Il y a deux mois, il avait annoncé une nouvelle vague de répression.

Autant dire que ses dénonciations ne plaisait pas aux autorités de Moscou. Il était en butte à la répression, recevait des menaces de mort, des pressions avaient été faites sur sa famille. Sa lutte pour dénoncer les préparatifs militaires et la répression exercée par Brejnev entravait les préparatifs des Jeux Olympiques. En effet, les maîtres de l'URSS comptent utiliser les jeux de Moscou pour masquer leur expansionnisme et la véritable nature de leur pouvoir. Cette opération de charme semble bien compromise dans les faits.

luttons ouvrières

Tuileries de Marseille et de la Méditerranée

2-« Nous ne sommes plus isolés »

De nos correspondants à Marseille

Les travailleurs de Tuileries interviewés par nos camarades de Marseille ont dit, dans notre édition datée du 23 janvier, le pourquoi du déclenchement de leur lutte (l'embauche de 10 de leurs camarades que le patron ne voulait pas reprendre à leur retour de congés). Après 22 jours de grève, le patron avait cédé pour 9 d'entre eux. Ils ont ensuite expliqué la véritable rafle policière, le 6 décembre (le jour même où était adoptée par le parlement la loi Bonnet) : 15 d'entre eux étaient embarqués et 11 expulsés, les 8 et 9 décembre, dans leur pays respectif (Sénégal et Mauritanie).

gal et Mauritanie).

Ils ont à ce sujet répondu aux questions de nos correspondants sur les faux-papiers : un trafic dont ils sont doublement victime, puisque certains d'entre eux doivent payer cher (jusqu'à 3 500 F) des papiers qui ont ensuite servi de prétexte à leur expulsion.

Ils nous parlent aujourd'hui de leurs dures conditions de vie et de travail, et aussi des acquis de leur lutte : leur section syndicale, leur isolement brisé,...

Comment avez-vous décidé de créer une section syndicale CFDT ?

On en avait assez d'entendre toujours FO défendre le patron. Nous nous sommes réunis et nous avons décidé de nous syndiquer à la CFDT. FO se sont des faux !

Les Sénégalais et les Mauritanais sont syndiqués à la CFDT, mais quelle est l'attitude des travailleurs d'autres nationalités ?

Les autres étrangers sont arabes. Ils n'ont pas fait grève avec nous parce qu'ils ont dit qu'on ne les avait pas prévenu. C'est vrai. Mais, maintenant que la grève est finie, nous leur avons demandé de venir avec nous parce que la lutte que nous avons menée c'est pour tous les ouvriers des Tuileries et non seulement pour les Sénégalais et les Mauritanais.

Certains travailleurs arabes sont syndiqués à la CGT ; d'autres, après la lutte, ont rejoint la CFDT. Beaucoup ne sont pas syndiqués. Le travail se fait petit à petit, il ne faut pas croire que l'on peut faire tout d'un coup. Nous espérons qu'un jour tout le monde sera syndiqué.

Certains ont peur de se syndiquer parce qu'ils ont peur de perdre leur travail alors qu'il y a beaucoup de chômage.

Oui, mais, ceux qui ont peur de se syndiquer sont ceux qui ont peur de lutter. Le patron aime bien ceux qui travaillent comme des bourricots, et qui ne demandent jamais rien. Si le patron me paie 3 000 F au lieu de 4 000 F, le jour où je lui réclame les 1 000 F qu'il garde pour lui, il va tout de suite se demander qui est-ce qui m'a aidé à me réveiller. Et, si le patron n'a pas voulu reprendre le dixième camarade, c'est parce que, d'après lui, il a permis à beaucoup de travailleurs de se réveiller.

DES ACQUIS IMPORTANTS

Qu'est-ce que cette lutte a changé pour vous ?

Cette lutte nous a beaucoup apporté. Avant, il n'y avait aucun respect pour nous dans le travail. Le contremaître nous engueulait, le directeur nous engueulait, le chef du personnel nous engueulait. On avait besoin de quelque chose, on allait au bureau, le chef du personnel refusait de nous recevoir. Cela devrait être interdit : si



Les travailleurs des Tuileries lors de leur grève en novembre.

l'on ne veut pas nous recevoir au bureau, on ne doit pas nous embaucher ! Après la lutte, plus personne ne nous engueule.

Avant, en fin d'année, certains avaient une prime, d'autres rien. Maintenant, tout le monde reçoit cette prime, mais en fonction de l'ancienneté.

Nous avons aussi obtenu le droit de prendre un mois de congés sans solde dans l'année, en plus du mois de congés payés. Plus, le droit aux repos compensateurs non respectés pendant la lutte. Après la grève, plusieurs travailleurs ont pris des jours de repos auxquels ils avaient droit.

On a aussi obtenu que tous ceux qui ne travaillent pas à la tâche soient mensualisés après 6 mois de travail.

En quoi consiste votre travail ?

Les tuiles sortent des fours dans les wagons. Les dépileurs les mettent sur la chaîne. Elles sont encore très chaudes. D'autres les trient en emplant les bonnes sur des palettes. Au dépilage, nous travaillons à la tâche. En 6 heures, nous faisons chacun environ 11 wagons de plus de 1 600 tuiles pour environ 3 000 F par mois.

PARTIR EN CONGES C'EST PERDRE SON ANCIENNETE

Certains d'entre vous travaillent aux Tuileries depuis plus de 15 ans, y-a-t-il eu des améliorations durant tout ce temps dans les conditions de travail ?

Non. Il n'y a eu aucune amélioration. En plus, chaque fois que nous partons en congés, nous perdons notre ancienneté. Si on demande un ou plusieurs

mois de congés non-payés, le patron les accorde toujours, mais de retour de congés, il nous réembauche quand il veut, et sans tenir compte de l'ancienneté. Certains d'entre nous sont restés 4 mois sans travail après leur retour.

Voilà ce que dit le contrat d'embauche : « Vous aurez à effectuer un stage d'essai de 10 jours, temps pendant lequel il sera possible à vous-même, comme à nous-même, de nous dégager l'un de l'autre sans préavis ni indemnité. Cet essai sera suivi d'une période probatoire de 3 mois à l'issue de laquelle vous serez confirmé dans votre emploi dans le cas où votre travail aura donné satisfaction ».

15 A 20 LITS DANS DES PIECES SANS CONFORT

Vous êtes environ 100 Mauritanais et Sénégalais à être logés à 15 ou 20 par pièce sans aucun confort. Quelles sont vos revendications sur les conditions de logement ?

Nous demandons à être logés dans un foyer avec des chambres individuelles. Le préfet et l'inspecteur du travail doivent nous donner une réponse dans le mois de janvier. Il y a longtemps que nous l'avons demandé au patron, mais il a toujours refusé en disant qu'il nous paie tous les frais de logement ici au foyer. (1)

POURQUOI VENIR SE FAIRE EXPLOITER EN FRANCE ?

Une des raisons, c'est que depuis plusieurs années, la Mauritanie et le Sénégal connaissent une très grande sécheresse. Il n'y a pas du travail pour tout le monde. Donc, pour nourrir nos familles, nous devons

quitter le pays. Nous avons accepté les conditions du patron parce que nous sommes toujours venus en France pour travailler.

Nous sommes toujours revenus aux Tuileries parce que le patron a toujours accepté que nous partions en congés non payés pendant plusieurs mois. Avant qu'il y ait beaucoup de chômage, nous étions réembauchés dès notre retour. Comme nous restons des années sans rentrer chez nous, c'est très important pour nous de pouvoir rentrer plusieurs mois. En plus, FO nous a toujours dit qu'en France l'on ne trouverait pas d'autre entreprise qui accepte de nous laisser partir pendant plusieurs mois. Et, nous l'avons toujours cru.

Certains d'entre nous ont pu venir avec leur famille. Mais, très peu car le transport coûte trop cher. Par exemple lorsque nous partons en congés, un billet d'avion aller-retour coûte environ 3 000 F, avec des réductions.

APRES CETTE LUTTE NOUS NE SOMMES PLUS ISOLÉS

Avant cette lutte, on ne connaissait aucun parti. Maintenant, chaque jour, un parti ou une organisation vient nous voir pour nous soutenir.

Personne ne nous connaissait parce que le patron nous cachait dans ce foyer, et parce que nous ne nous sommes jamais fait remarquer. Nous sommes musulmans, notre religion nous interdit de boire de l'alcool, alors nous n'allons pas dans les bars du quartier.

Etes-vous d'accord pour participer à un couscous avec des camarades d'autres entreprises, de la CGT ou de la CFDT ?

Bien sûr ! Nous avons déjà participé à un couscous au foyer Félix Piat. C'était très bien. L'ambiance était très amicale. On ne connaissait pas les autres, et pourtant, c'était comme si on ne connaissait depuis des années.

Cette fraternité, l'établissement de contacts nouveaux sont des acquis de la lutte qui empêchent aujourd'hui le patron et la police d'expulser une douzaine de travailleurs victimes des trafiquants de faux-papiers, alors que les 11 autres ont été expulsés immédiatement.

(1) Nous avons des difficultés à trouver un logement en dehors d'ici, car le matin, nous devons être à l'usine à 5 h. Il y a très peu de bus qui viennent du centre-ville. Il faudrait se lever à 3 h ou 3 h 30.



Campagne de soutien au Quotidien du Peuple Pour l'existence en France d'un quotidien communiste

ABONNEZ-VOUS, FAITES DES ABONNES 4 MOIS : 100F

Abonnement 1 an : 350F

En cadeau (au choix) :

Un jeu de 10 diapositives inédites sur la Chine

Un livre de 80 pages : «Munich 1938 : de la capitulation à la guerre»

NOM (en majuscules) :
 Prénom :
 Adresse :
 Cadeau choisi :

A retourner à : Le Quotidien du Peuple
 BP 225 - 75927 PARIS Cedex 19
 Crédit Lyonnais : Agence ZU 470 - Compte No 6685
 CCP No 23 132 48 F - PARIS

Afghanistan : renforcement de l'occupation soviétique

Si les nouvelles filtrent difficilement d'Afghanistan, puisque les journalistes ne peuvent s'éloigner de plus de 50 km de Kaboul, il n'en reste pas moins que des informations sont fournies. Ainsi, depuis plusieurs jours, un pont aérien intensif acheminerait sur Kaboul d'importants effectifs soviétiques en renfort. Selon un diplomate américain arrivé à New-Delhi, 72 Antonov 12 et 22 se seraient posés dans la journée du dimanche 20 janvier. Il semble que l'envoi de ces renforts soit motivé par le fait de pertes enregistrées par les Soviétiques en Afghanistan et les nombreuses désertions dans l'armée afghane.

A Kaboul, depuis plusieurs jours, des tracts circulent clandestinement. Ainsi, récemment, un tract du Front national pour la libération de l'Afghanistan dénonçait « l'invasion soviétique ».

Des appels à la grève sont lancés, qui semblent donner lieu à d'importants taux d'absentéisme dans certains secteurs. Dans une interview à l'AFP, un des chefs de la guérilla organisée contre les forces d'occupation soviétiques a indiqué que des négociations étaient engagées pour l'unification des forces de guérilla qui luttent aujourd'hui contre l'occupation. Les résultats de ces négociations pourraient être



Les forces de résistance ayant saisi un char soviétique.

publiés avant la réunion des ministres des affaires étrangères des pays islamiques prévue pour le 26 janvier à Islamabad, capitale du Pakistan.

Par ailleurs, ce chef de la guérilla a fait état de la désertion de 700 soldats de l'armée afghane apportant à la résistance contre l'occupation huit canons anti-aériens et huit mortiers, et cela dans la région de Kajaki Jam.

Par ailleurs, on annonce de source diplomatique à New Delhi l'arrivée en Afghanistan de nombreux con-

seillers civils soviétiques, qui auraient pour mission de compléter la présence militaire par une présence administrative, rendue nécessaire pour prendre en main l'administration défaillante de Karmel, et exercer ainsi un contrôle plus total sur le pays. Par ailleurs, il apparaît que les troupes soviétiques, qui peuvent compter aujourd'hui environ quatre-vingt mille hommes, quadrillent systématiquement le pays, avec un équipement comprenant des tanks, des automitrailleuses, des canons anti-chars ou des pièces de DCA.

La conférence islamique s'ouvrira dans 3 jours à Islamabad

Mardi, une trentaine de pays (sur 42) avaient fait savoir qu'ils participeraient à la conférence islamique qui se tiendra dans la capitale pakistanaise à partir du 26 janvier.

La conférence des ministres des affaires étrangères des pays du Front arabe de résistance (Algérie, Lybie, Syrie, Sud-Yemen et OLP) qui s'est tenue récemment, avait proposé que la conférence islamique soit repoussée et qu'elle se tienne en Arabie Saoudite. Conformément à cette résolution, la Syrie et l'OLP ont déjà fait savoir qu'ils ne participeraient pas au sommet d'Islamabad. L'Organisation des États américains, la Ligue arabe et le Mouvement des non-alignés sont attendus, à titre d'observateurs dans la capitale pakistanaise. Les pays musulmans réunis à Islamabad auront à décider des sanctions qu'ils comptent

prendre contre l'Union soviétique pour riposter contre l'invasion de l'Afghanistan.

Tous les pays du golfe (Koweït, Émirats Arabes Unis Bahrein, Qatar, Oman) ont condamné l'intervention en Afghanistan, de même que l'Irak et la Jordanie. L'Arabie Saoudite, la Somalie, Qatar et Djibouti ont décidé de boycotter les Jeux

Olympiques de Moscou. Seul, parmi les pays arabes, le Yémen du Sud a voté aux côtés de l'URSS aux Nations Unies.

Les propositions de l'Iran dont le ministre de l'économie et des finances s'est prononcé en faveur du boycott des Jeux Olympiques à Moscou, seront à suivre de près à la conférence d'Islamabad.

Appel du Front révolutionnaire afghan

Dans une déclaration, le Front révolutionnaire afghan indique que : « Les pays islamiques et tous les pays épris de paix et de liberté doivent prendre des mesures politiques et militaires au niveau régional et international pour contraindre les agresseurs russes à se retirer de l'Afghanistan ». La déclaration appelle également à ne pas reconnaître le régime fantoche de Karmel et à ne pas admettre le ministre des Affaires étrangères de ce régime aux Nations Unies, comme représentant du peuple afghan.

Après l'arrestation de Sakharov Chaban écourte son séjour en URSS en signe de protestation

Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, qui effectuait une visite de dix jours en URSS vient d'écourter brutalement sa visite dans ce pays à la suite de l'arrestation du physicien opposant, Andréï Sakharov. Ce geste prend une signification particulière. En effet, Chaban-Delmas était le premier homme politique important d'un pays occidental à se rendre à Moscou depuis l'invasion de l'Afghanistan (hormis Marchais).

Aussi, les Russes entendaient-ils donner un certain éclat à une visite qui ne pouvait que réhausser leur image de marque sérieusement entamée par l'agression contre l'Afghanistan.

De nombreux entretiens étaient prévus au plus haut niveau, tout un programme de visites et de manifestations culturelles avait été mis sur pied pour ce séjour qui devait durer dix jours.

Mardi 22 janvier, deuxième jour de sa visite, Chaban-Delmas a déclaré « inacceptable » la présence soviétique en Afghanistan, lors d'un entretien avec Alexei Chitikov, président du soviet de l'union, l'une des deux chambres du soviet suprême. « Vu de Paris », a ajouté Chaban-Delmas au cours d'un toast, il s'agit d'une occupation ».

Lundi, les Soviétiques avaient fait visiter à Chaban-Delmas les installations

olympiques, visite prenant un certain relief au moment où Carter appelle à boycotter les jeux. Néanmoins, à la suite de son entretien avec Chitikov, il a déclaré : « Nous avons constaté un désaccord qui porte non seulement sur la matérialité des faits, mais aussi sur la nature de ces événements ».

Chaban-Delmas a eu un entretien de une heure quarante avec Léonid Brejnev. Visiblement, les déclarations de Chaban-Delmas n'allaient pas dans le sens que les Soviétiques entendaient donner à sa visite.

Mais, c'est lorsqu'il a appris l'arrestation d'Andréï Sakharov que Chaban-Delmas a décidé de quitter l'URSS en signe de protestation.

Développement industriel dans le Tiers-Monde Accélérer le développement afin d'instaurer le nouvel ordre économique mondial

La troisième conférence de l'ONUUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) réunissant 2 500 représentants venus de 120 pays, s'est ouverte lundi 21 janvier à New-Delhi. Cette session qui se poursuivra jusqu'au 8 février devra examiner le rythme d'industrialisation des pays en voie de développement et les progrès qui devront être réalisés dans ce domaine, en relation avec les pays industrialisés, dont l'aide s'est révélée très insuffisante.

L'ONUUDI, qui fut créé en 1967 par l'Assemblée générale des Nations Unies, est devenue le principal relais des fonds internationaux destinés à l'assistance industrielle des pays en voie de développement. Elle est chargée de coordonner toutes les activités de l'ONU en matière de développement industriel.

La précédente conférence de l'ONUUDI, qui avait eu lieu à Lima (Pérou) en 1975 fixait comme objectif aux pays du tiers-monde qu'ils fassent passer leur part dans la production industrielle mondiale de 7 à 25 % d'ici l'an 2 000. Le délai semble trop court pour atteindre un tel objectif, compte tenu des

résultats obtenus à ce jour, ces pays atteignent un maximum de 13 % de l'ensemble de la production industrielle mondiale. Selon le directeur exécutif de l'ONUUDI, qui juge les résultats de ces 5 dernières années insuffisants, la responsabilité du trop lent développement industriel du tiers-monde en incombe « en premier lieu aux pays industrialisés qui n'ont pas tenu leurs engagements financiers : 0,7 % du PNB (produit national brut) devait être consacré à l'aide publique, au développement alors que cette aide atteint à peine 0,3 % ».

Un autre objectif, que sont fixés les pays du tiers-monde et qui sera examiné à la conférence,

consisterait à ce que la valeur des produits manufacturés importés par ces pays soit couverte à 50 % en 1990 et à 100 % en l'an 2 000, par la valeur des produits manufacturés exportés par eux vers les pays industrialisés.

La réunion ministérielle des pays non-alignés qui s'est tenue le 21 décembre à La Havane (Cuba) a souligné le manque de volonté politique des pays industrialisés à coopérer avec les pays du tiers-monde pour l'instauration du nouvel ordre économique mondial. Il est d'autant plus important que les mesures qui seront décidées par la conférence de New-Delhi soient appliquées, que cette session se tient après l'échec de plusieurs conférences dont celle de la CNUCED, qui s'est tenue l'été dernier. Les résultats de la troisième session de l'ONUUDI, auront une conséquence directe sur la mise en application du nouvel ordre économique mondial.

Frank ROUSSEL

A propos des Jeux Olympiques de Moscou

Alors que l'agression des troupes russes en Afghanistan se poursuit et que la répression se renforce à l'in-

terieur même de l'URSS la question de la tenue des Jeux Olympiques à Moscou est venue au premier plan de l'actualité politique.

Mardi 22 janvier, au cours d'une conférence de presse, l'association des droits de l'homme, Moscou 80, de nombreux opposants à Brejnev, parmi lesquels Pliouchitch, Amalrik, Boukovski ont appelé au boycott des jeux de Moscou. (Cf. article page 6).

Tandis que Carter propose de boycotter les Jeux Olympiques de Moscou, les dirigeants français et allemands paraissent partisans de se rendre malgré tout à Moscou.

En France, la question des Jeux Olympiques suscite de nombreuses prises de position. Le journal *l'Equipe* propose de tenir les jeux à Moscou mais sans hymnes ni drapeaux nationaux. Dans le même temps, un groupe de person-

nalités parmi lesquelles figure Sartre proposait de boycotter les jeux.

En Angleterre, Sebastian Coe triple recordman du monde anglais d'athlétisme, n'a pas encore pris de décision quant à sa participation aux Jeux de Moscou : « Je prendrais ma décision, non pas simplement comme un athlète, mais comme une personne concernée, un membre de la condition humaine... Les athlètes ne peuvent pas dire : « Je suis un coureur, et sympathiser avec le peuple afghan n'est pas mon problème » ».

Les Jeux Olympiques qui se présenteraient initialement comme une manifestation d'amitié entre les peuples apparaissent à beaucoup, aujourd'hui, comme un moyen qu'utiliserait Brejnev pour cacher le caractère agressif de sa politique de conquête.

Léon CLADEL

* LEP Diderot, 60, boulevard de la Villette, Paris 19e - Métro Belleville.

Chirac-Giscard

On se téléphone et on mange ensemble

Ce jeudi, Giscard et Madame reçoivent à déjeuner Chirac et Madame à l'Élysée. Il s'agit, précise-t-on, d'un repas de caractère privé : il n'y aura donc pas de communiqué commun à l'issue de l'entrevue, mais il sera bien difficile de faire croire qu'on n'y abordera pas de questions politiques. On peut s'interroger sur les motivations de la puissance invitante, Giscard. Sans doute faut-il y voir une illustration supplémentaire de ses tentatives de « décrispation » de la vie politique française. Après une session parlementaire marquée par des échanges de mots entre les formations de la majorité, l'intervalle entre les deux sessions était sans doute un moment plus favorable à une concertation entre les deux hommes.

Cette rencontre semble être destinée à rappeler qu'il existe une majorité, alors que la situation internationale avive les contradictions entre les partis de gauche, contribuant ainsi à diminuer la crédibilité des possibilités de leur exercice en commun du pouvoir. La tâche de Giscard est facilitée par la nouvelle tactique du RPR, qui attaque moins vivement le chef de l'État, et surtout ne fait plus monter Chirac en première ligne en toute occasion.

A l'issue de la rencontre, chacun pourra donc, en direction de l'électorat de son concurrent, se prévaloir d'avoir fait preuve d'esprit de dialogue au sein de la majorité. Avant, un peu plus tard, de s'affronter dans une compétition, où Chirac part déjà battu face au président. Mais, comme l'on dit, l'essentiel est de participer.

Comité central du PCF :

Mais ... et l'Afghanistan ?

Le Comité central du Parti communiste français a terminé mardi 22 janvier les travaux de sa session consacrée à la situation internationale. Si l'on en croit les propos tenus par Gremetz, responsable de la Commission internationale, lors de la conférence de presse qui a suivi la session du CC, il fut bien peu question de l'Afghanistan, mais plutôt d'un vaste tour d'horizon abordant tour à tour l'évolution des rapports de force mondiaux, la « stratégie internationale » du PCF, et les rapports de ce dernier avec le parti soviétique. Nous reviendrons bien sûr sur cette session, dont nous présentons ici les principaux traits.

Le rapport présenté par Gremetz à l'ouverture de la session ne s'embarrasse pas de nuances. Deux idées-forces guident la direction du PCF dans son analyse de la situation internationale : d'abord, on assiste à « une avancée des forces de libérations sociale, nationale et humaine » dans tous les domaines : dans les pays capitalistes, les luttes se développent, et si « pendant un temps apparaissait une tendance à la stabilité, voire à la stagnation de l'influence des partis communistes », la situation « commence à se modifier ». Gremetz cite à ce

sujet les progrès du PCP aux dernières élections portugaises ; offensive également des « luttes de libérations nationales », avec comme exemples l'Iran et le Nicaragua ; enfin, « les pays socialistes poursuivent leur développement », apportant même « une contribution décisive à la paix », à l'exception cependant de la Chine, nommément critiquée. Face à cette triple offensive, « l'impérialisme » est en difficulté, sa « contre-offensive », pour violente qu'elle soit, est « limitée » et

ne parvient pas à masquer que « le rapport de force est favorable ». Il convient donc de « poursuivre l'offensive », en sachant bien que « la coexistence pacifique ne signifie pas on ne sait quel statu quo social et politique ». Cette offensive, qui prend les formes que l'on sait en Afghanistan, au Cambodge, en Érythrée, le PCF entend y prendre toute sa part. Gremetz l'a réaffirmé, en insistant plus particulièrement sur la « solidarité internationaliste », celle-là même qui justifie le plein soutien du PCF aux actions armées des troupes soviétiques. Au passage, Gremetz a repris le vieux refrain comme quoi ceux qui, y compris dans le PCF, critiquent l'invasion, « participent à la campagne de nos adversaires » qui ne peuvent être que les impérialistes...

FEU SUR HUSAK

Cette analyse globale n'est pas originale. Elle ap-

paraissait en filigrane dans certains textes du 23^e congrès, et surtout Marchais l'a largement développée depuis son retour de Moscou. En citant de très larges extraits (un tiers au total du rapport) de la « communication » de Marchais lors de sa rencontre avec Brejnev, Gremetz a semble-t-il tenté de dissiper des interrogations présentes au sein même du PCF. Quelles sont en effet, aujourd'hui, les « divergences », qui opposent les deux partis français et russe ? Si l'on en croit Marchais, elles sont doubles : d'abord, il y a l'eurocommunisme. Peut-être d'ailleurs faudrait-il mieux parler de malentendu, puisque Marchais a bien insisté sur le fait que l'eurocommunisme n'était rien d'autre que « la convergence de certains traits de la politique des différents partis communistes des pays capitalistes industrialisés affrontant des situations et des problèmes analogues ». Au passage, audace suprême, il s'est permis une petite pique sur les « articles de certains théoriciens soviétiques, qui sont parfois surprenants ». Allusion directe à certains articles de « Temps Nouveaux » qui critiquaient avec virulence l'eurocommunisme. Mais la « divergence fondamentale » n'est pas là : elle concerne « l'exigence démocratique universelle ». L'URSS serait-elle pour Marchais un pays non-démocratique ? Que non pas. C'est sur la Tchécoslovaquie que Marchais a concentré ses coups, en des termes très durs : « Nous considérons que le comportement des dirigeants du PC de Tchécoslovaquie est dramatique. Manifestement, le PCT n'a pas tiré toutes les leçons de l'histoire, et chaque jour nous assistons à de nouveaux procès, de nouvelles condamnations injustifiées ? C'est la une chose intolérable, une caricature de socialisme ». Signalons au passage que le Tchécoslovaquie reste malgré tout, pour le PCF, un pays « socialiste ». Il y a là, une évidente manœuvre, à un moment où nombre de militants s'interrogent sur la nature de ces pays dits « socialistes » : critiquons les « erreurs », critiquons les manquements aux « droits de l'homme », dit la direction du PCF ; mais surtout n'établissons pas de liens entre la réalité intérieure de ces pays et leur politique internationale, jugée complètement positive. Critiquons les procès de Prague, mais félicitons-nous de l'invasion de l'Afghanistan. Et oublions que les troupes soviétiques sont — aussi — à Prague.

Rapports franco-soviétiques

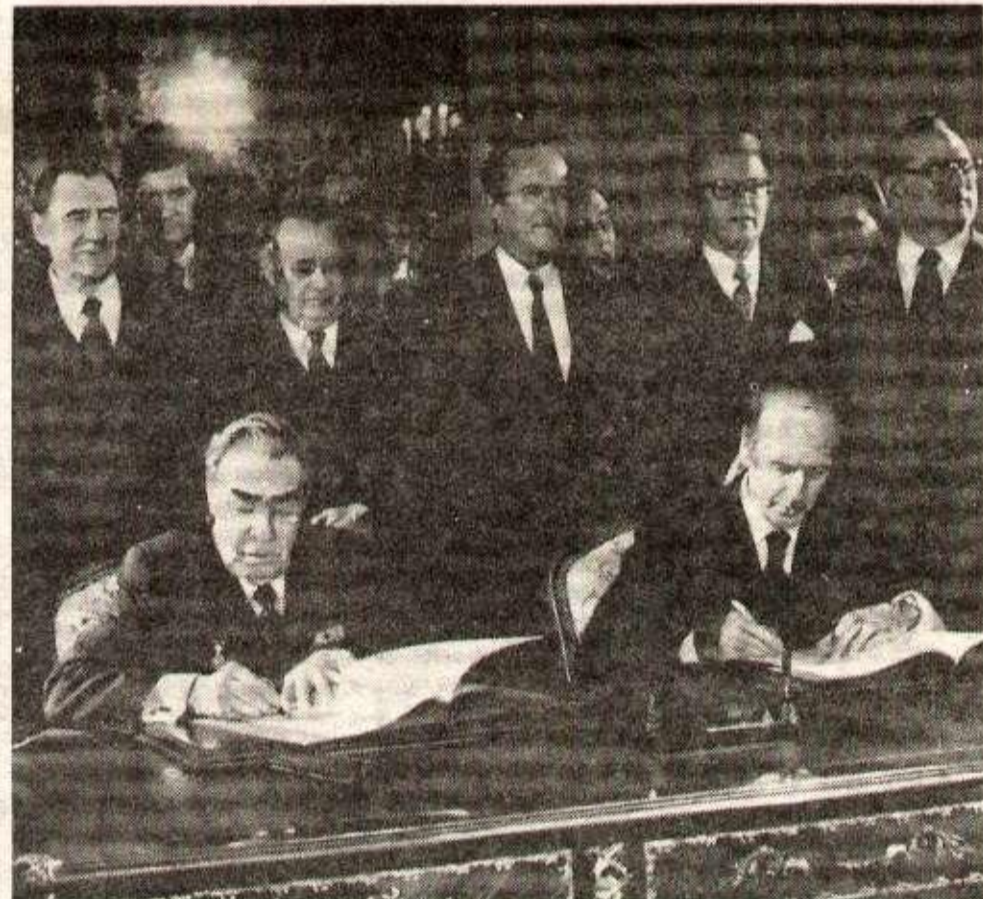
Giscard en attente de contrats

Depuis le début de l'intervention soviétique en Afghanistan, la position du gouvernement français est d'une remarquable timidité. Au-delà de l'aveuglement dont on fait preuve à l'Élysée quant aux visées stratégiques de l'URSS, il s'agit, pour l'impérialisme français, qui n'a pas les moyens de son homologue américain, de tirer au mieux son épingle du jeu dans l'affrontement en cours entre les deux superpuissances, notamment au niveau des échanges économiques avec l'Union soviétique. La Pravda vient d'ailleurs d'adresser un satisfecit au gouvernement français.

Dès le début de l'intervention soviétique en Afghanistan, il était clair que la condamnation de l'intervention resterait verbale. Le raisonnement était simple : toute mesure concrète prise contre l'Union soviétique risquerait d'entraîner une nouvelle situation de guerre froide. Au surplus, le gouvernement français part du principe selon lequel l'intervention soviétique en Afghanistan est susceptible d'affecter tout au plus les rapports entre l'URSS et le tiers monde, ainsi qu'entre les deux superpuissances, mais qu'elle ne concerne en aucun cas l'Europe. Et de faire des références appuyées à la politique gaulliste de « détente, entente et coopération » qui avait d'ailleurs été mise en place à une époque où l'URSS ne s'était pas encore constituée en superpuissance.

leur intervention, n'avait rien de plus pressé que de demander de nouvelles « précisions » à Moscou. Sans doute attend-il avec impatience une nouvelle fournée de mensonges. C'est dans ce cadre que Chaban-Delmas, représentant officiel du gouvernement français à Moscou, commence son voyage en visitant, à sa demande, le chantier des Jeux Olympiques, pour se prononcer contre le boycott et évoquer la chaude fraternité des stades.

Cette attitude est d'ailleurs observée avec satisfaction à Moscou : La Pravda, estimant que « jamais sans doute ces dernières années, la France n'avait été soumise à une pression aussi insolente de la part de Washington », se félicite de ce que « la France ne changera pas le caractère de ses rapports économiques avec l'Union soviétique. Le gouvernement français a toujours jugé important de promouvoir le dialogue avec elle ». L'Humanité s'était déjà fé-



citée de la « prudence » de Giscard dans cette affaire.

DES CONTRATS A DÉCROCHER

Cette prudence du gouvernement français est typique de la vulnérabilité d'un impérialisme secondaire. Une remise en cause des rapports, notamment économiques, entre la France et l'URSS, causerait de sérieux problèmes aux entreprises françaises engagées dans des contrats ; un risque particulièrement sensible en cette période de crise. Lors de la visite de Giscard à Moscou, en avril 1979, il avait été prévu de « prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer un accroissement ultérieur considérable des échanges commerciaux sur une base équilibrée pendant la période

1980-1985 ». (Communiqué commun).

C'est donc sans difficultés que s'est tenue la semaine dernière à la date prévue, la réunion de la commission mixte franco-soviétique, avec la signature d'un protocole sur différentes productions dans les domaines culturel et scientifique.

Un boycott des Jeux Olympiques par la France aurait des conséquences évidentes pour les firmes françaises intéressées à l'affaire, en particulier la Thomson, qui assure la retransmission des jeux. Rappelons que cette entreprise axe l'essentiel de son effort publicitaire en France sur le thème : suivez les Jeux Olympiques en couleur sur votre téléviseur Thomson-Brandt.

Mais, plus largement, l'impérialisme français peut espérer s'infiltrer dans la

place laissée vide par les Américains. Carter a, en effet, invité les entreprises américaines à ne plus fournir à l'URSS d'équipements technologiquement sophistiqués. Un « créneau » reste donc à prendre : c'est ainsi que Péchiney-Ugine-Kuhlman lorgne sur le projet d'un complexe d'aluminium et Creusot-Loire sur une usine de tôle au silicium, deux projets pour lesquels des sociétés américaines étaient sur les rangs. Il est évidemment à prévoir que les Soviétiques adjudgeront ces contrats en faveur des pays qui auront eu la position la plus conciliante. Il y a du répondant du côté du gouvernement français : peut-être les courbettes seront-elles récompensées par de juteux contrats...

François NOLET

N.D.

Temps de travail

Un médiateur contesté

Le gouvernement a annoncé, après l'échec des négociations le 8 janvier sur le temps de travail, qu'il allait nommer un « médiateur ». Ce médiateur est connu maintenant depuis quelques jours. Il s'agit de M. Giraudet, PDG d'Air-France de sa fonction. Un chargé d'une mission de 2 mois, délai qui lui est accordé pour faire reprendre les discussions.

En effet, après 18 mois de négociations, patrons et syndicats se sont quittés au seuil de la nouvelle année sur le constat que leurs points de vue étaient inconciliables.

Les patrons veulent un aménagement du temps de travail, et les syndicats revendiquent une réduction. Mais, le gouvernement souhaite particulièrement le succès de ces discussions. Déjà, le 8 octobre, le premier ministre avait souhaité « des résultats concrets d'ici la fin de l'année », et il avait ajouté à la suite d'une entrevue avec le CNPF : « Le

CNPF se doit de répondre au désir de dialogue social exprimé par la plupart des organisations syndicales ».

DES PATRONS RETIFS

Les patrons, eux, même s'ils reconnaissent qu'ils sont plutôt optimistes pour 1980 (61,9 % dans un sondage Marketing Office publié dans *Les échos*), lèvent les bras au ciel dès qu'il s'agit de réduction de temps de travail. Selon eux, ce serait une charge intolérable pour les entreprises qui commencent tout juste à se relever de la crise. Et, Ceyrac y va de ses arguments de poids : « Le premier trimestre de 1980 devrait, sauf accident imprévisible, être bon... mais il est impossible de faire des prévisions pour le deuxième ». Il conteste les incitations gouvernementales : « Le gouvernement a-t-il des leçons à donner ? ». Et c'est vrai que le gouvernement a un double langage : « médiateur » quand il parle du secteur privé, mais patron de choc dans

les secteurs qui dépendent de lui (aiguilleurs du ciel, cheminots, postiers, ...).

Ainsi, la mission de Pierre Giraudet soulève des polémiques dès avant son démarrage. Car, côté syndical, le PDG d'Air-France qui s'est déjà fait remarquer pour un rapport sur le travail manuel il y a 3 ans, ne rencontre pas spécialement l'adhésion.

LA CGT SANS ILLUSIONS

Séguy avait déjà relevé au moment de la nomination du rapporteur : « Je ne peux m'empêcher une certaine inquiétude, la lettre du premier ministre parle d'aménagement du temps de travail et non de réduction... Je retrouve textuellement le langage des patrons ». Et la fédération des transports CGT a fait savoir que cette nomination « ne devait pas faire illusion » car « dans sa propre entreprise il s'oppose à l'abaissement de la durée du travail alors que les salariés et leurs organisations

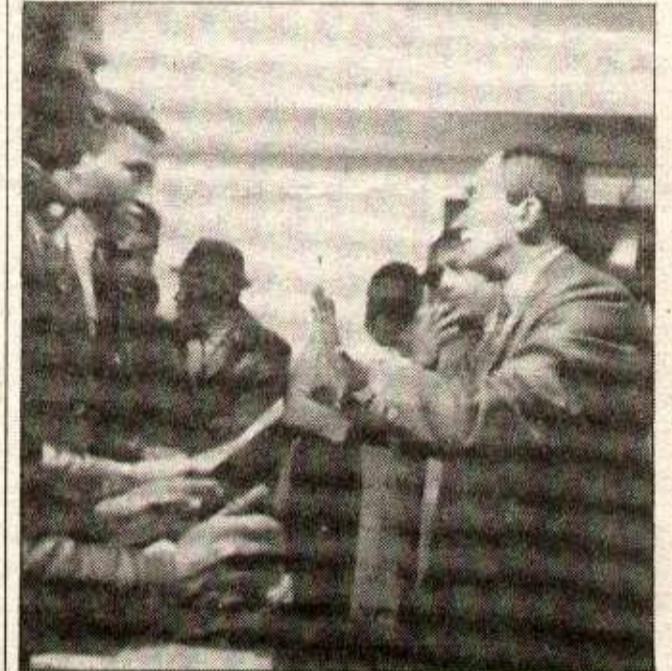
syndicales veulent négocier sur cette question ».

Tout cela au grand désespoir du médiateur en herbe, que tout le monde veut bien rencontrer, mais à qui personne ne fait déjà confiance. Et, pour protester, il a envoyé une lettre au journal *Le Monde*, publiée le 23 janvier : « (...) Dès l'origine, la suspicion est jetée sur l'indépendance avec laquelle j'accomplirai ma mission. J'en suis profondément choqué ». Et, il ajoute, que ce surcroît de travail qu'il a accepté ni par « ambition, intérêt ou désir de plaire » lui a été confié « à titre personnel et en pleine connaissance de mon indépendance d'esprit. Ni le premier ministre, ni le ministre du travail par intérim ne m'ont donné la moindre directive... pas plus d'ailleurs qu'ils ne se sont engagés à adopter mes recommandations ».

Va-t-il convaincre quelqu'un ?

Claire MASSON

Le directeur de l'AFTAM tente d'appliquer la loi d'Ornano



On se souvient de ce foyer d'immigrés de la rue Sedaine, dans le 11^e à Paris, ce foyer sans issue où, lors d'un incendie et faute de pouvoir s'enfuir, 3 résidents avaient péri. Depuis cela, voici 2 ans, on avait fait quelques modifications pour atténuer le danger, modifications à caractère provisoire puisqu'ils devaient être relogés ailleurs, dans des conditions un peu meilleures (rue Sedaine, ils étaient entassés, non dans des chambres, mais dans des sortes de boxes à lits superposés, des dizaines de travailleurs venus de pays d'Afrique noire, logés dans ce foyer géré par l'AFTAM).

Voilà qui est chose faite : ils ont été relogés rue Bellière dans le 13^e. Mais dans quelles conditions ! Avant

de pouvoir intégrer leurs chambres, ils ont du batailler pendant des heures, face au directeur général des foyers AFTAM appuyé de son adjoint qui prétendait leur faire signer un contrat avant de leur remettre les clés. Et quel contrat : ne seraient admis au nouveau foyer, que ceux qui pourraient justifier de revenus réguliers (production des 3 dernières fiches de paye) et autres conditions du genre de celles qu'envisage le projet de loi Barre-d'Ornano. Projet qu'on cherche ainsi à faire passer dans les faits à l'encontre des immigrés, avant même sa discussion au Parlement !

Après plusieurs heures de face à face, tous les résidents sont rentrés sans avoir rien signé.

Licencions, licencions, il en restera toujours quelques profits....

Toujours la même chanson que celle des patrons. « Je suis contraint de vous licencier à cause de la crise, du pétrole qui augmente, de Khomeiny qui bloque mes commandes, des syndicats politisés qui vous poussent à la grève, de la taxe professionnelle qui est trop élevée, etc. ».

Ça va, écrase, on connaît la musique. Voilà quelques nouvelles charrettes de licenciés de « ces patrons qui préparent l'avenir... de leur coffre-fort ».

A.O.P. (Aciers et outillages Peugeot) : 363 emplois supprimés en 1980. C'est ce qu'à annoncé la direction à la réunion du Comité central d'entreprise. Ceci s'ajoute à la charrette de 1979.

PONT-A-MOUSSON : 107 emplois supprimés à Arbouans (Doubs). Il faut dire que l'entreprise compte 180

personnes, ce qui en dit long sur les perspectives à terme. A Arbouans, on fabrique de petites machines-outils et c'est pas rentable depuis quelques années, alors la direction invite les travailleurs à partir volontairement avec des primes allant de 4 à 6 millions de centimes. Le 8 janvier, un vote à bulletin secrets a eu lieu pour savoir s'il fallait occuper l'usine pour faire face aux menaces du patron. Le vote a été défavorable, puisque 109 personnes se sont prononcées contre, et 49 pour.

UNELC A BEAUCOURT (groupe Alstom) : la direction envisage de supprimer certaines activités (petits moteurs). Elle accuse la CFDT qui a révélé l'affaire de ne pas faire de « publicité » sur des projets de lancement de nouveaux

produits. Auparavant, avant le rachat par la CGEE-Alstom, l'entreprise fabriquait des machines à écrire Japy. Elle emploie 930 personnes. En décembre 1979, les travailleurs avaient montré de quel bois ils se chauffaient quand la direction avait osé prétendre prélever des sous sur la prime pour fait de grève.

CLASSMANN-BONHOMME à Strasbourg : 113 personnes sont jetées à la rue comme des malpropres pour une mise en liquidation judiciaire de l'entreprise.

ETACO A REIMS : 70 licenciements dans cette entreprise de lingerie féminine de luxe. Cause de la fermeture (attachez vos ceintures) : « méthodes de fabrication artisanales, productivité insuffisante et... effectifs... pléthoriques ». Conséquence : tout le monde dehors, sans rouspétance.

VANDAMME : dans la célèbre entreprise de pain d'épice, 26 personnes sont mises en pré-retraite après qu'on leur ait imposé plusieurs semaines de chômage technique.

SOCAL ET DECOUPELEC (secteur de Besançon) : 118 licenciements dans ces deux entreprises de la métallurgie.

HORSA (Horlogerie de Savoie) : cette entreprise si-

tuée dans la région d'Annamasse a employé jusqu'à 500 personnes et commandait ses pièces détachées dans une vingtaine d'usines de la Franche-Comté. Cette entreprise va déposer son bilan, tout simplement. Les vingt entreprises sous-traitantes fournissaient du travail à soixante autres entreprises, c'est dire la réaction en chaîne que cela va faire pour les travailleurs de l'horlogerie dans cette région. Tout cela se situe dans la logique de la concentration qui s'opère dans ce secteur sous l'égide de Matra (contrôlant Jaz et Yemal).

DANS LE JURA : c'est le secteur du jouet qui est durement touché, avec 293 licenciements chez Jouef. Cette entreprise est passée sous le contrôle de Goldsmith (PDG de la Générale Occidentale, dont fait partie Vandamme). Les ateliers de Salins, Sellières, Mouthe, seront fermés. A Champagnole, dans le Jura, les travailleurs se sont mobilisés, avec la CGT, pour défendre l'emploi. Mardi 15 janvier, ils ont bloqué les quais d'expédition et le personnel s'est opposé au transfert de matériel à destination de l'usine d'Irlande, où sera transportée une partie de la production.

La fin de la semaine sur l'immigration organisée par le CEDETIM

La semaine de débat sur l'immigration organisée, du 14 au 19 janvier, à l'initiative du CEDETIM, s'est terminée comme elle avait commencé (voir QDP n°12) : par des discussions riches et animées, aussi bien vendredi soir où la discussion avait pour thème « le mouvement ouvrier français et l'immigration », que le samedi autour des films projetés (« Après le dernier métro », et « le garage »).

Discussions animées et aussi participation nombreuses. « Une occasion » au dire des organisateurs « de se rencontrer pour beaucoup de personnes sensibilisées aux mêmes problèmes, de se retrouver souvent ». De telles occasions il est vrai, ne sont pas si fréquentes...

Animée, parfois vivement

contradictoire, la soirée de vendredi le fut particulièrement. Introduite par un exposé historique retraçant les trois grandes périodes de l'immigration, la discussion convergea sur un constat des insuffisances actuelles, sur le problème de l'immigration, des grandes organisations syndicales, et en même temps sur la nécessité — et la possibilité — de mener la lutte dans le cadre des syndicats pour que soient surmontées ces insuffisances. De nombreux syndicalistes sont intervenus dans ce sens.

Le comité de coordination des foyers Sonacotra était représenté.

Une brochure reflétant cette semaine, sera réalisée prochainement.

Pour téléphoner au
Quotidien du Peuple

NOUVEAU NUMERO

205-51-10

Réunis à Paris, tous les dissidents soviétiques appellent au boycott des J.O. de Moscou

Mardi 22 janvier, successivement, une conférence de presse et le journal télévisé de midi sur Antenne 2 réunissaient les principaux dissidents soviétiques exilés ou expulsés de leur pays : L. Pliouchtch, V. Boukovsky, V. Kouznetsov, A. Guinzbourg, A. Amalrik, V. Maximov, N. Gorbanevskaïa, V. Fainberg. En accord, ils appelaient tous au boycott des Jeux Olympiques à Moscou. La nouvelle de l'arrestation de Sakharov n'était pas encore connue.

Parmi leurs arguments favorables, les adversaires du boycott avancent le fait qu'aller aux J.O. de Moscou, c'est permettre à des milliers de journalistes et de visiteurs de se rendre compte de la réalité soviétique, de témoigner, ce qui serait un précieux soutien aux peuples d'Union Soviétique. Bien au contraire, il s'agit d'un soutien, certes, mais à Brejnev : c'est en ce sens que répondait Pliouchtch à Kehayan qui demandait si le boycott n'allait pas renforcer l'isolement de l'opposition, permettre l'accroissement de la répression. «Aujourd'hui, explique Pliouchtch, Brejnev tente de démontrer à l'opinion soviétique qu'à l'exception de Carter, le monde entier approuve sa politique. Si à l'occasion des J.O. il y avait une participation massive, ce serait la preuve aux yeux des soviétiques que Brejnev a raison et que Marchais à la tv soviétique a bien reflété le point de vue de l'opinion mondiale». Le boycott, ajoute Boukovsky forcera le pouvoir à s'expliquer devant le peuple : «Aujourd'hui il peut taire que les USA livrent des quantités massives de grain, il peut taire que les tanks se promènent en Tchécoslovaquie et en Afghanistan, devant des stades vides, il ne pourra plus se taire, il ne pourra plus mentir».

Natalia Gorbanevskaïa, quant à elle, répond à un autre argument des adversaires du boycott, celui qui présente les J.O. comme un moyen de prendre des contacts directs avec les opposants, d'agir, de protester sur place. «Aujourd'hui, dit-elle, je suis encore plus qu'avant partisan du boycott. Avec qui pourront parler ceux qui veulent agir sur place, alors qu'on sait, depuis peu, que Moscou sera vidée de sa population».

Au journal d'Antenne 2, le journaliste aux ordres Jean-François Kahn récemment converti dans «les droits de l'homme», avec un athlète convoqué pour l'occasion, tentait d'accréditer l'idée que le boycott des J.O. risquait d'entraîner l'impossibilité des grandes compétitions sportives : dans tous les pays, on trouvera des «dissidents». A cela Boukovsky rétorque «il y a eu en URSS beaucoup de championnats mondiaux. Nous n'avons pas protesté. Les J.O. c'est autre chose. Le Quotidien du Peuple — Jeudi 24 janvier 1980

C'est l'occasion d'arrêter, d'emprisonner... Après les J.O. de Berlin en 1936, les journaux allemands ont écrit que c'était la croix gammée qui avait triomphé. Les J.O. de 1936 ont été utilisées à des fins politiques, ceux de Moscou le seront aussi par le gouvernement soviétique. C'est pour cela que nous sommes contre les J.O.»

NOUS N'AVONS PAS ATTENDU CARTER

Les questions enfin, bien sûr, n'ont pas manqué sur l'appréciation par les dissidents des positions des gouvernements occidentaux à l'égard des J.O. Si, dans leur ensemble, les dissidents se sont réjouis du soutien effectif et possible des gouvernements occidentaux au boycott, ils ont cependant bien pris soin d'indiquer qu'ils n'avaient pas attendu Carter pour appeler au boycott.

«La violation des droits de l'homme, les arrestations, la situation de toute la population soviétique de «ni liberté, ni pain» est une raison suffisante pour déclencher la campagne de boycott» explique N. Gorbanevskaïa. V. Kouznetsov précise, quant à lui : «Il y a une relation étroite entre la violation des droits de l'homme et la politique expansionniste soviétique. L'URSS peut retirer ses troupes, alors les retraits sur la «détente» reprendront, les J.O. se tiendront, mais la situation des droits de l'homme ne sera pas améliorée». A. Guinzbourg donne la signification que prennent les J.O. pour les dissidents : «Les J.O. de Berlin en 1936 ont été une honte. Ils ont été le premier des Munich sans la série des Munich. Les J.O. de Moscou sont aujourd'hui un nouveau Munich». Pliouchtch a précisé quant à lui

«la prise de position de Carter à la suite de l'intervention soviétique contre l'Afghanistan est correcte, mais Carter n'a rien à faire des droits de l'homme. A la conférence de Belgrade, il a trahi ses grandes déclarations. Nous avons lancé, le COBOM* a lancé la campagne de boycott avant que Carter en parle», Pliouchtch a ajouté : «Quand nous l'avons fait, l'Afghanistan était encore un pays libre, aujourd'hui, la troisième guerre mondiale a commencé. Si l'Occident accepte les J.O., c'est la préparation de la 3^e guerre mondiale qui est acceptée».

Joëlle FECLAZ

*COBOM (Comité pour le Boycott des Olympiades de Moscou). 14 rue Nanteuil, 75 015 Paris. Tél : 531-43-38. Réunion tous les vendredis soir.



Lors de la conférence de presse : à gauche, Leonid Pliouchtch, à droite, Vladimir Boukovski.

Corée : nouvelles propositions de la République populaire pour la réunification

Des négociations pourraient s'engager entre la République populaire démocratique de Corée et les autorités de la partie Sud, du moins si celles-ci répondent positivement aux nouvelles offres de négociations que viennent de faire les dirigeants de la République populaire. Régulièrement, la République populaire a proposé des négociations en vue d'œuvrer à la réunification de la Corée, mais elle s'est toujours heurtée à la fin de non-recevoir du régime de Séoul, appuyé par les Américains. Ceux-ci qui occupent militairement le sud, se sont jusqu'à présent opposés à ce que les Coréens règlent eux-mêmes leurs propres affaires.

Les dernières propositions nord-coréennes ont fait l'objet de lettres envoyées par Kimil, vice-président de la République populaire, président du «Comité pour la réunification pacifique de la patrie», et secrétaire du Comité central du Parti du Travail de Corée, aux différentes formations politiques sud-coréennes, ainsi qu'au chef d'état-major de l'armée sud-coréenne. Ce dernier fait souligner la bonne volonté des autorités de la République populaire, dans la mesure où l'armée sud-coréenne est étroitement dépendante des Etats-Unis,

qui l'encadrent. Le premier ministre de la République populaire a également adressé une lettre comparable au premier ministre sud-coréen.

Les lettres envoyées soulignent notamment : «Dans la situation actuelle créée à l'intérieur du pays, nous devrions réaliser sans tarder la réunification de la patrie en excluant les forces extérieures et en réalisant la collaboration et l'unité entre le Nord et le Sud, façonnant ainsi nous-mêmes le sort de notre nation.

Pour ce faire, il faudrait

ouvrir le plus tôt la porte du dialogue et rechercher sérieusement la voie pour la réunification pacifique du pays sans discuter des différences de régimes, d'idéologies et d'idéaux qui existent actuellement entre le Nord et le Sud.

La réouverture du dialogue nous permettrait de réaliser les contacts bilatéraux ou multilatéraux entre les partis politiques et organisations sociales et des négociations politiques plus larges que nous préconisons, et d'engager des pourparlers entre les autorités du Nord et du Sud, voire de préparer les pourparlers entre les autorités supérieures.

Ceci dit, nous avons même l'intention d'échanger d'une façon franche, sincère et ouverte nos points de vue avec les responsables politiques, notamment avec Li Hi Seung qui occupe une fonction importante (chef

Zimbabwe : le maintien des troupes sud-africaines inquiètent l'OUA

Le secrétaire-général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), n'a pas exclu la possibilité d'une invasion militaire sud-africaine au Zimbabwe, en cas de victoire du Front Patriotique aux élections. Il s'est montré préoccupé par l'attitude partielle dont fait preuve le gouvernement britannique, depuis le début de sa mission et a soulevé l'éventualité de la convocation d'une réunion extraordinaire de l'OUA «si la situation en Rhodésie le demande». Le comité de libération de l'OUA, est sur le point, quant à lui, de se réunir dans la capitale tanzanienne pour examiner la situation et les perspectives au Zimbabwe. Pour sa part, le pré-

sident zambien a mis en garde le gouvernement britannique, afin qu'il respecte les accords de Londres. Le président nigérien lui, a condamné «l'assassinat par les forces de sécurité de Lord Soames de treize soldats du Front Patriotique, alors qu'ils allaient rejoindre les camps de rassemblement», et a demandé le retrait des troupes sud-africaines du pont de Beit-Bridge. Le Kenya, seul pays africain à avoir envoyé des troupes pour la force de surveillance a menacé de les retirer, si les sud-africains restent au Zimbabwe. Amnesty International réclame la libération des 5 000 prisonniers politiques encore détenus au Zimbabwe.

Flottes de guerre dans l'Océan Indien

Récemment, le nombre de navires de guerre américains était passé de 20 à 25 dans l'océan Indien. Selon les agences de presse occidentales, 5 navires de guerre soviétiques font route vers l'océan Indien, venant probablement de la mer du Japon. D'autre part, l'URSS aurait récemment envoyé un nouveau bâtiment de soutien renforcer sa flotte de l'océan Indien, portant ainsi à 24 le nombre total des bâtiments de cette flotte, dont 8 bâtiments de guerre et 16 de soutien.

1er février-20h 30,
salle de la Mutualité (Paris)

Meeting contre l'agression de l'URSS en Afghanistan

A l'appel du PCML, du PCRml et de l'UCJR

Syrie : 2 officiers soviétiques assassinés

Deux officiers supérieurs soviétiques, chargés de l'entraînement des forces armées syriennes, ont été assassinés mardi 15 janvier à Hama dans le centre de la Syrie. Le lendemain, un ingénieur soviétique, affecté aux chemins de fer syriens, était blessé dans un attentat à Alep. Le même jour, une bombe endommageait les locaux de l'Aéroflot à Damas. Ces attentats visant la présence soviétique en Syrie, pays sur lequel l'URSS cherche à exercer une forte pression, sont attribués par les autorités de Damas à l'organisation musulmane des Frères musulmans. Plusieurs d'entre eux auraient été tués ces derniers jours, à Alep, au cours d'échanges de coups de feu avec la police syrienne.

Santé en 1980

Moins de soins et beaucoup plus cher

Il ne se passe de jours sans qu'on ne nous annonce une nouvelle mesure de Barrot contre le droit des travailleurs à se soigner. Aujourd'hui, une étude sur les futures dépenses médicales remise aux responsables du 8e plan révèle que les hôpitaux sont menacés d'asphyxie à cause de la politique d'austérité du gouvernement. Or, des statistiques prouvent que ceux qui ont le moins recours aux consultations médicales et pharmaceutiques se retrouvent plus souvent dans les hôpitaux. Cette politique de limitation des dépenses santé frappe donc principalement ceux qui avaient déjà moins recours aux soins, les travailleurs.

Depuis 1960, les dépenses de santé connaissent une croissance de 7,9 % par an. Cette croissance était déjà passablement limitée par l'inflation dont le chiffre officiel pour 1979 était de 12 %. Or, le gouvernement a annoncé son intention de l'aligner sur la croissance du produit intérieur brut (PIB), soit 3 %.

Cette mesure va entraîner une dégradation des soins, en particulier pour les patients les plus défavorisés.

Le CREDOC (Centre de recherche et de documentation sur les coûts) dans un rapport établi dans le cadre de la préparation du 8e plan tire des conclusions alarmantes.

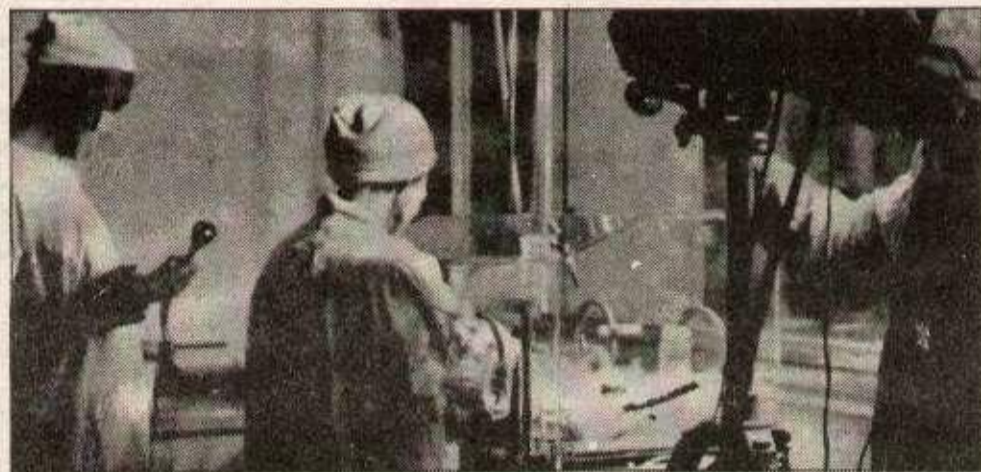
En effet, si la décision du gouvernement de limiter, à 3 %, la croissance des dépenses de santé est maintenue, l'embauche de personnel dans les hôpitaux serait presque stoppée. Elle ne pourrait augmenter que de 0,5 à 1,2 % par an. La progression de l'embauche entre 1974 et 1978 a été de 7,4 %. Et, l'on connaît la pénurie d'effectifs qui règne actuellement dans les hôpitaux pour répondre à tous les besoins.

Qu'en serait-il si cette mesure était appliquée ?

Les experts du CREDOC estiment aussi que le volume des soins dispensés dans les hôpitaux diminuerait globalement, mais aussi pour chaque malade. Les inégalités qui existent déjà entre des régions ou entre des hôpitaux au niveau équipement en seraient renforcées. Les techniques de pointe auraient tendance à devenir de plus en plus le privilège des couches les plus favorisées. En parlant des mesures de restriction du budget santé, les experts concluent : « On peut craindre cependant, si elles se réalisaient, qu'elles soient accompagnées du développement d'un marché parallèle et de l'accentuation des inégalités dans l'accès et la qualité des soins reçus par les diverses couches de la population ».

Ces mesures de limitation du budget santé ne sont qu'une pièce de tout un arsenal mis en place par Giscard et Barre pour rancçonner les travailleurs au détriment de leur santé.

A la suite d'un décret passé récemment, 5 % des frais médicaux jusqu'alors couverts par les mutuelles sont maintenant à la charge des assurés eux-mêmes.



Des blocs s'arrêtent, des lits sont fermés.

A la suite du même décret, l'assuré atteint de longue maladie est redevable de 80 F par mois. Auparavant, les frais médicaux des patients concernés par le statut « longue maladie » étaient remboursés à 100 % pourvu qu'ils dépassent 99 F par mois.

Par ailleurs, les travailleurs au chômage depuis plus d'un an ne sont plus couverts par la Sécurité sociale. Ils sont tenus de prendre une assurance volontaire. On chiffre à 600 000 le nombre de chômeurs touchés par cette mesure.

Sous prétexte de financer le déficit de la Sécurité sociale, le gouvernement a aussi instauré une cotisation maladie sur le minimum-vieillesse. Mais, cela ne suffit pas. Dorénavant, au bout de 2 mois d'hospitalisation, les personnes âgées devront payer un forfait quotidien de 150 F

(soit 4 500 F par mois). Voilà qui est loin des maigres retraites que perçoivent les vieux travailleurs. Cela revient à chasser de l'hôpital des patients qui ont cotisé pendant toute leur existence à l'assurance maladie.

La carte sanitaire que vient de dresser le ministre de la Santé prévoit la suppression de 40 000 lits. Ne s'arrêtant pas en si bon chemin, Barrot prépare d'autres « cartes sanitaires » pour les établissements psychiatriques et les maisons de retraite.

Il y a les décrets, mais il y a aussi ce qui se réalise dans les faits. De plus en plus, les congés maladie de courte durée sont imposés, les patients en longue maladie se voient de plus en plus rapidement mis en invalidité. Les femmes de travailleurs immigrés sont de moins en moins prises en charge par la Sécurité sociale quand elles n'ont

pas de titres de séjour définitifs, leur cas est laissé à l'appréciation de chaque caisse. Nombre d'entre elles ont déjà dû prendre à leur charge des frais d'accouchement.

Les récentes assises de l'hospitalisation ont montré que « l'enveloppe globale » ou budget limité pour chaque établissement allait poser de graves problèmes de soins.

De plus en plus de médicaments sont remboursés à 40 %, et un projet de libération du prix des médicaments est à l'étude.

Il ressort de tout cela que les travailleurs paient de plus en plus cher pour leur santé (augmentation des cotisations salariales) pour des soins et des prestations dont la qualité et la quantité ne cessent de diminuer. Il s'agit d'un véritable racket sur la santé des travailleurs.

Léon CLADEL

Paris privé de lait

Depuis quelques jours, il n'est pas forcément facile de trouver du lait frais à Paris. Pour la raison que les livreurs de la société Sofralait, qui livre environ un tiers du lait sur la capitale, ont été mis en chômage technique à la suite d'un conflit qui a éclaté dans les entrepôts de la maison Sofralait.

Assistants sociaux en lutte

Lundi, 300 assistantes sociales ont occupé les locaux de la Direction Régionale de l'Aide Sociale, pour manifester leur opposition à la réforme du diplôme d'Etat. Cette réforme institue par exemple une pré-sélection effectuée par la DAS, supprime un certain nombre de disciplines comme la sociologie et la psychologie, introduit des stages au cours des études, avec un rôle du futur patron dans la délivrance du diplôme. Pour les assistantes sociales, c'est une tentative de mise au pas, une atteinte à une certaine indépendance dans leur travail.

Les travaux de l'aéroport de Nice bloqués

Après le «raz-de-marée» du 16 octobre, qui avait fait plusieurs victimes, les travaux d'agrandissement de l'aéroport de Nice avaient été arrêtés. Une commission d'inspection avait été nommée. Elle vient de donner un deuxième rapport au ministre des Transports. Ce rapport confirme que pour les extrémités Est et Ouest de l'ouvrage, des doutes subsistent sur la stabilité de l'ouvrage. Le diagnostic officiel ne sera pas connu avant la mi-juillet, vu l'importance des travaux nécessaires pour l'effectuer. L'agrandissement de l'aéroport de Nice est donc bloqué au moins jusqu'à cette date.

Monique CHÉRAN

Nucléaire

Pour EDF, tout ne marche pas comme sur des roulettes

Il y a moins d'une semaine, lors de sa participation à la série d'émissions consacrées au nucléaire sur Europe 1, Giscard avait indiqué que tout marchait comme sur des roulettes, et que, grâce au nucléaire, la France était sur la bonne voie en cette période de crise énergétique. Malheureusement pour son crédit, la réalité est moins brillante ; il ne se passe pas un jour pratiquement sans qu'on apprenne un nouveau problème.

Chacun se souvient du bruit fait par l'affaire des fissures. Malgré l'opposition des travailleurs concernés, au Tricastin et à Gravelines, la mise en route avait seulement été retardée, et l'affaire pour ainsi dire classée.

FISSURES, SOUPAPES, FISSURES...

Pourtant, après les fissures, il y avait eu un nouveau problème, celui des soupapes qui se coïnciaient. Problème apparemment résolu aujourd'hui. Et voilà que les fissures reviennent sur le devant de la scène, au point que la « divergence », autrement dit, le début de la réaction nucléaire est retardée dans les centrales de Gravelines et du Tricastin, sans parler de la troi-

sième tranche de celle de Dampierre, qui devait suivre. C'est le directeur de la centrale de Gravelines qui l'a annoncé lui-même lors d'une conférence de presse. A l'origine de ce nouveau retard, des difficultés à mettre au point d'une façon suffisamment fiable des techniques de surveillance pour suivre l'évolution des fissures.

Un sérieux retard a été pris dans les essais effectués par le constructeur, Framatome. Mais, il est clair que, quoi qu'il en soit, EDF ne se résignera pas longtemps à voir ses chères installations gelées pour des problèmes de fissures, et fera le pari de les mettre en route malgré tout, quitte à les arrêter prématurément au cas où l'évolution

des fissures deviendrait plus inquiétante...

LA PASSOIRE DE LA HAGUE

Deuxième problème notable, la deuxième fuite radioactive découverte dans la canalisation de La Hague, près du littoral.

L'explication de l'accident serait drôle, si la répétition de ces fuites n'était pas dangereuse. La première fois, c'était la température qui était responsable. Cette fois, c'est la réparation nécessaire par la première fuite. Il n'est pas nécessaire d'être fort en plomberie pour se dire que, dans ce cas-là, il vaudrait peut-être mieux envisager de changer carrément la tuyauterie. C'est d'ailleurs ce que demande depuis longtemps la CFDT de l'usine de retraitement. Bien sûr, il faudrait arrêter La Hague pendant plusieurs mois, et la COGEMA, qui gère le centre, ne veut pas en entendre parler. Impensable pour elle, au rythme où arrivent les déchets de tous les

coins. Que ferait-on de la prochaine cargaison du Pacifique Fisher qui ne saurait tarder ?...

VERS UNE ENQUETE MOUVEMENTEE A PLOGOFF...

Enfin, lors de son apologie du tout nucléaire, le président avait dit que l'information des populations allait être améliorée.

En attendant, l'enquête d'utilité publique, qui va bientôt commencer pour la centrale nucléaire de Plogoff dans le Finistère, risque d'être animée. Pour l'ouverture, le 31 janvier, le maire de Plogoff a invité l'ensemble des communes du canton à organiser des opérations « villes mortes ». Il a invité, de même que les organisations antinucléaires, les habitants des 4 autres communes concernées à se rassembler à Plogoff pour brûler les dossiers d'information diffusés par les officiels. Les élus de Prémelin, Clédén, Cap-Sizun et Goulien, ainsi que ceux d'Esquiben et d'Audierne,

se sont engagés, par une motion commune, à soutenir Plogoff dans sa lutte contre la centrale.

Monique CHÉRAN

MARSEILLE MANIFESTATION POUR LA LIBERATION DES CORSES EMPRISONNÉS Samedi 16 heures aux Mobiles

Organisé par : UPC, CSC (étudiants corses) et le Comité de soutien aux emprisonnés. Soutenu par : CFDT, PSU, LCR, CMAI, PCML et PCRml.

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 - 75927 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 - Compte No 668 J
CCP No 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN - Paris Distribué par les NMPP
Commission paritaire : 56 942

LE CADEAU AUX MONOPOLES



« La France ne doit plus être un pays d'assistés » ; il doit y avoir retour à la libre concurrence des firmes, nous disent Giscard et Barre. Ainsi, les entreprises publiques recevront beaucoup moins de subventions : elles devront se subventionner elles-mêmes. Cela signifie très concrètement hausse des tarifs publics (SNCF, EDF, GDF) que subissent les travailleurs. De même, la libéralisation des prix industriels et des marges commerciales entraînent une hausse des prix de tous les produits. Enfin, Giscard-Barre parlent de « choc pétrolier » qui accroîtrait la dette extérieure pour payer le pétrole et cela ferait réduire les subventions accordées. Par exemple, on s'attaque à la réduction des lits d'hôpitaux ; déjà 40 000 lits sont recensés pour être éliminés, au détriment de la santé des travailleurs. Mais, là où on peut alors être surpris, c'est lorsque l'on apprend que l'Etat subventionne les plus gros monopoles français !... C'est ce que nous révèle le rapport Hannoun, du nom de son auteur inspecteur des finances —, tenu secret par le gouvernement, et pour cause ! Ainsi, Giraud déclarait le 21 septembre 1979 qu'il ne « l'avait pas lu »...

Un rapport, tenu secret indique que dans le même temps où il diminue ses subventions aux entreprises publiques, le gouvernement accroît son aide aux monopoles

Par Catherine LEMAIRE

La moitié de l'aide accordée par l'Etat va à 6 grands trusts français qui n'emploient que 10 % des effectifs de l'industrie et exportent 11 % du total. Il s'agit de la Compagnie générale d'électricité (CGE), de Thomson-Brandt, C-II-Honeywell-Bull, Dassault, la Société nationale industrielle de l'aérospatial (SNIAS) et du groupe Empain-Schneider. Pour les deux tiers (63,2%), cette aide va à deux branches : l'aérospatial (48,1%) et l'informatique (15,1%).

En effet, il s'agit bel et bien pour l'Etat — tout au service des grands monopoles — de ne pas épargner ses aides, mais de concentrer son soutien financier auprès des plus grands trusts français, capables — par les profits énormes qu'ils font sur le dos des travailleurs — de s'engager dans des créneaux et de se tailler des parts croissantes du marché mondial. Jetons un coup d'œil sur ces 6 trusts.

LES TRUSTS QUI BENEFICIENT DU SOUTIEN PRIORITAIRE DE L'ETAT

1) La CGE avec, à sa tête, A. Roux, sous l'égide de Suez (4,4%), de la Caisse des dépôts (6%) et de l'UAP (Union des assurances de Paris — 5%) : l'alliance passée avec Suez marque en particulier sa liaison avec l'appareil d'Etat. S. Hua, parent de Giscard, siège à la CGE, il est le beau-frère de J.J. Picot, président d'honneur de la Financière de Suez, lui-même parent de Giscard. Elle étend ses tentacules dans tous les secteurs de pointe : électronique, téléphonie avec CIT-Alcatel (64% des parts), nucléaire (licence de la General electric)... Enfin, elle s'infiltré dans l'agro-alimentaire en prenant une participation de 60 millions de francs dans la firme alimentaire française placée au deuxième rang dans la CEE (Communauté économique européenne) : la General occidental. Elle se porte fort bien : 36 milliards de

francs français de chiffre d'affaires consolidé en 1978 ; 417 millions de francs de bénéfice net consolidé en 1978 ; soit un accroissement de 10,8 %.

2) La Thomson-Brandt dans l'orbite de Paribas, où la famille de Giscard est depuis longtemps présente, avec d'abord Edmond, père de Giscard puis Philippe (cousin), directeur général adjoint de la Thomson. Elle s'est renforcée dans le secteur de la téléphonie avec le rachat de LMT (ex-filiale d'ITT), de LTT d'Ericson-France (ex-filiale du groupe suédois), ainsi que dans la petite informatique. D'importants contrats ont été passés avec la Turquie et l'URSS d'un montant respectif de 700 millions et 790 millions de francs. Les ventes d'armement recensées sous les appellations « électronique professionnelle » et « ingénierie » sont importantes à l'étranger (la Sodeteg — 98 % des parts — en Afrique du Sud, Zaïre, Afrique du Nord... réalise 42 % de son chiffre d'affaires à l'exportation : 5 milliards de francs sur 11,9 milliards en 1978 et environ 6 milliards sur 14 en 1979.)

3) La C-II-Honeywell-Bull, secteur de pointe en informatique, dont Saint-Gobain-Pont-à-Mousson remplace l'Etat dans le rôle d'apporteur d'argent frais en entrant cet été dans le capital de la Compagnie des machines Bull (53 % de C-II). Son bénéfice net après subvention est passé de 87,4 millions de francs en 1976, à 144 millions en 1977 et à 190 millions en 1979. Dès le premier semestre 1979, le chiffre d'affaires avait augmenté de 36 %.

4) Le groupe Empain-Schneider, 3e groupe financier après Suez et Paribas, caractérise l'interprétation du capital industriel et bancaire. Il étend ses tentacules principalement dans la métallurgie, la mécanique, la construction électrique et joue le nucléaire dont Creusot-Loire (51,5 % des parts) avec Framatome (51 % des parts de Creusot-Loire) et Novatome (40 % des parts de Creusot-Loire) en est l'instru-

ment principal (licence de Westinghouse).

5) Dassault, numéro un pour les avions d'affaires, premier exportateur français du matériel aéronautique français. Sa plus grosse activité : les avions militaires vendus à l'armée de l'air française et exportés. Il s'étend aussi dans l'électronique, l'immobilier et la presse (Jour de France...). Pour son activité principale (les avions), son bénéfice net est passé de 85,7 millions de francs en 1974 à 207,9 millions en 1977 et à 245,49 millions en 1978, soit un accroissement en 1978 de 18 %.

6) La SNIAS contrôlée à 10 % par l'Etat produit des avions cibils dont la fameuse fusée européenne, l'Airbus qui connaît nombre de succès.

Comme on le voit, il s'agit dans tous les cas de grands trusts aux activités très diversifiées et surtout tournées vers les industries de pointe ou d'une importance stratégique (Dassault et la SNIAS pour l'aéronaval, Empain pour le nucléaire), première pour l'indépendance nationale.

Très nettement, ce soutien de l'Etat va donc prioritairement aux plus grands monopoles français qui, par leur taille et leur capacité à faire des profits, peuvent exporter et se tailler des grosses parts du marché mondial. L'objectif de cette aide c'est donc de soutenir la compétitivité de ces grandes firmes.

TOUT POUR LE PROFIT

Le rapport Hannoun souligne à ce sujet que les subventions versées pour garantie de risque économique à l'étranger sont encore plus concentrées : plus de la moitié du montant total (3,75 milliards entre 1972 et 1977 sur près de 7 milliards) va à Dassault (1,18 milliards), la CGE (1,05), Empain-Schneider (0,83), Thomson (0,42) et la SNIAS (0,27).

Mais la recherche de cette compétitivité pousse ces firmes à innover. Innover, c'est

la recherche de matériels encore plus performants, venant accélérer les suppressions d'emplois et la montée du chômage.

C'est encore l'augmentation des cadences permettant l'intensification de la production. Cette accumulation accélérée du capital, cette croissance de ces gros trusts, s'accompagne forcément d'une exploitation toujours plus éhontée des travailleurs et du chômage.

EXPLOITATION ÉHONTÉE ET CHOMAGE

Ainsi, à l'Alsthom, il s'agit pour la direction de réadapter la production aux nouvelles exigences de rentabilité (cadences, salaires). Cela a suscité une riposte des travailleurs qui ont mené deux mois de lutte unitaire pour les salaires et les avantages sociaux.

Ou encore, dans la téléphonie, le plan de restructuration prévoit 15 000 licenciements sur 90 000 emplois. La direction n'a-t-elle pas dit que la fusion entre LMT et Ericsson aurait des « conséquences multiples et douloureuses » ? Autrement dit, des licenciements à terme.

Enfin, dans l'aéronautique, le niveau des effectifs employés a une tendance constante à baisser : il a décliné de 4,5 %, depuis fin 1975. Alors que la branche aéronautique, dans son ensemble, par son chiffre d'affaires, ainsi que par ses exportations, vient au 2e rang mondial après les USA et avant l'Angleterre et la République fédérale allemande, elle n'occupe que le 3e rang en effectif. La productivité est grande dans l'ensemble de la branche et les trusts font appel à la sous-traitance et n'ont pas l'intention d'embaucher.

Voilà bien des faits qui viennent démentir les affirmations de Giscard-Barre selon lesquelles ils consacraient leur aide à des entreprises qui créaient des emplois ! Ou encore, que ce seraient les plus grandes firmes, de par leur taille et leurs profits, qui embaucheraient davantage.

Ce soutien financier aux six grands trusts, il faut bien que l'Etat trouve l'argent quelque part : il vient de la poche des travailleurs. En témoigne le budget 1980 qui prévoit un impôt sur le revenu frappant très fortement les catégories à bas et moyens revenus ainsi qu'une série d'augmentations de taxes sans parler des taxes supplémentaires comme la vignette sur les grosses motos, passion de nombreux jeunes de milieux populaires. On pressure les travailleurs de toute part.

LES TRAVAILLEURS PRESSURÉS DE TOUTES PARTS

Par la liberté des prix industriels et des marges commerciales, les prix sont en cavale et le pouvoir d'achat des travailleurs ne cesse de baisser. Libéralisation qui permet une plus grande concentration, les plus petites entreprises se voyant diminuées ou absorbées par les plus grosses entraînant nombre de fermetures d'usines avec les travailleurs jetés à la rue venant grossir le rang des chômeurs.

Mais cela ne signifie pas, comme voudraient nous le faire croire Giscard et Barre, que l'Etat laisse les trusts s'affronter dans le jeu de la concurrence tout à fait librement, sans plus intervenir nullement pour que « le meilleur gagne ». Bref, Giscard-Barre, par leurs propos, tentent de donner l'illusion qu'ils se situent en dehors de la bataille. Mais voilà que ce rapport Hannoun vient nous apporter très concrètement un terrible démenti à ces propos : la politique de l'Etat ne peut qu'être qu'au service des plus grands monopoles. Et cette politique ne peut se faire que sur le dos des travailleurs : ces cadeaux financiers, il faut bien les couvrir et ce sont les travailleurs qui paient la note en supportant une multiplicité d'impôts et taxes qui viennent encore baisser leur pouvoir d'achat déjà fort amputé par les hausses des prix.